



Monsieur Pierre Izard
Président du Conseil Général
de la Haute –Garonne

Plaisance-du-Touch le 31 octobre 2014

Monsieur Le Président,

Les récents événements et en particulier la mort tragique et révoltante d'un jeune Plaisançois lors de la journée de manifestation sur le site du Testet dans le Tarn nous amènent à vous interpeller de nouveau.

Le collectif « Non à Val Tolosa – Non aux Portes de Gascogne » se bat depuis bientôt 10 ans contre le projet du méga-centre commercial prévu sur le plateau de la Ménude à Plaisance-du-Touch avec le résultat que vous connaissez : les promoteurs annoncent incessamment le début du chantier et repoussent régulièrement l'ouverture du centre commercial. Sans donner d'autre explication que le refrain bien connu : "C'est la faute aux opposants et aux lourdeurs administratives "... Pourtant, nos arguments n'ont rien perdu de leur pertinence :

- La surévaluation des besoins en surfaces commerciales est aujourd'hui admise par la profession elle-même, ceci autant sur le plan national que dans l'aire toulousaine. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : baisse du chiffre d'affaires, baisse de la fréquentation, baisse des emplois fixes, une seule hausse, celle des loyers que les franchisés et propriétaires d'enseignes doivent payer chaque mois jusqu'au moment fatidique de la mise en liquidation. Combien d'existences ruinées de cette façon, sans bruit, dans l'indifférence générale !
- Le manque d'anticipation des changements climatiques dans les projections concernant par exemple la taille des réseaux d'évacuation des eaux pluviales sur le plateau. Nous avons eu une démonstration les 23/24 juin de cette année, lors des inondations déclarées "catastrophe naturelle" que l'on nous présente comme des phénomènes centennaux. Pourtant, les exemples récents du Gard et de l'Hérault devraient nous inciter à la plus grande prudence, étant données la fréquence et la violence des « phénomènes centennaux » qui se produisent maintenant à intervalles de plus en plus rapprochés.
- La réduction drastique des budgets publics, dont celui de votre collectivité, nous apprend des restrictions, voire des suppressions, dans les fonds disponibles pour les investissements routiers prioritaires qui ne suscitent aucune opposition. Pourtant, le projet de la RD 924 est toujours à l'ordre du jour, bien que contesté et sans utilité autre que l'accès au centre commercial prévu.

Nous sommes persuadés que vous ne pouvez être indifférent au drame de ce week-end et à la responsabilité engagée par votre collègue du Tarn, par le peu de considération, voire le mépris public dont il a fait preuve, au cours des derniers mois, envers les opposants au barrage de Sivens. C'est à la demande de ces opposants que des experts indépendants ont rendu leur verdict, mettant en lumière les nombreuses incohérences et contradictions du dossier. En lisant entre les lignes, on peut déduire que ce projet ne serait tout simplement plus autorisé dans le contexte d'aujourd'hui. Mais comme trop d'argent public a été dépensé et trop d'engagements pris envers des entreprises, on nous dit qu'il n'y a hélas plus de retour possible.



Laissons les responsables du Tarn avec cet aveu et essayons ensemble d'en tirer les leçons. Nous pensons qu'aujourd'hui un responsable politique doit aussi admettre que le contexte socio-économique et environnemental est en mutation permanente. Une décision prise lors d'une période de croissance, qui semblait alors durable, apparaîtra, au moment de sa mise en œuvre, nécessairement bien plus complexe, voire absurde, dès lors que les ressources sont en constante diminution, comme actuellement.

C'est pourquoi nous vous demandons d'interrompre immédiatement les procédures en cours pour préparer l'enquête publique dédiée au projet du barreau RD924. Cet équipement routier, est coûteux, inutile et sans intérêt prioritaire. Il ne sert que les intérêts privés du promoteur UNIBAIL-RODAMCO. L'ensemble du projet, commercial et routier, doit être abandonné. Les données sur lesquelles il s'appuie aujourd'hui sont dépassées, voire truquées. C'est ici que l'exemple de Sivens doit nous servir de leçon.

Vous savez que les responsables du collectif et moi-même n'avons jamais eu recours à des actions violentes et nous n'avons pas l'intention de nous engager dans cette voie. Cependant, l'aveuglement, la surdité et l'obstination des autorités et du monde politique, tels qu'ils sont ressentis aujourd'hui par nos concitoyens, nous incitent à vous presser de ne plus tergiverser et de vous prononcer clairement.

Mettez un terme définitif au dossier de la RD 924 et à la cession des routes RD24 et RD82. Prenez une position claire vis-à-vis du projet de centre commercial Val Tolosa..

Nous n'accepterons pas l'argument d'une mise en chantier trop avancée pour pouvoir être arrêtée, quand bien même une commission ad hoc devrait nous donner raison sur le principe.

Notre volonté reste entière de voir la raison et le dialogue gagner. Notre préoccupation est d'éviter qu'à nouveau la violence ressentie provoque des actes aux conséquences désastreuses.

Nous vous invitons à faire preuve de sagesse, votre sens des responsabilités vous conduira à trouver une issue rapide à ce dossier.

Nous restons à votre entière disposition pour un rendez-vous dans les prochains jours.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos sentiments distingués.

Jutta Dumas
Présidente du collectif
« Non à Val Tolosa – Non aux Portes de Gascogne »

Copie : Monsieur Pascal Mailhos
Préfet de la Région Midi-Pyrénées